



L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC AUJOURD'HUI Vol. 13 No 2 Février 2011



2011 Renforcer l'intégration régionale

POLITIQUE	3
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	4
CHANGEMENT CLIMATIQUE	5
INFRASTRUCTURE	6
ÉNERGIE	7
POLITIQUE DE L'ÉNERGIE	8-9
RÉSUMÉ DES AFFAIRES	10
CHINE-AFRIQUE	11
PAIX ET SÉCURITÉ	12
PARITÉ DES SEXES	13
ÉLECTIONS	14
ÉVÈNEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

L'AFRIQUE AUSTRALE avancera une autre étape plus près à devenir une communauté régionale dans 2011, comme un des blocs de construction d'une Afrique unie avec sa communauté Economique Africaine.

Ceci a été la vision des dirigeants du continent pour les 60 ans passé, et a été consenti dans l'écriture il y a 20 ans quand le Traité de Commissariat à l'Énergie Atomique a été approuvé par les Chefs des états et Gouvernements Africains en 1991.

L'Afrique du Sud est comptée prendre cette étape vers l'intégration plus profonde, régionale et continentale quand trois Communautés Economiques Régionales (RECs) entourant 26 pays dans l'Afrique de l'est et du sud - presque la moitié de tous les pays Africains - approuvent un projet cette année d'établir une Grandiose Zone de Libre-Échange (GFTA).

Un projet de brouillon d'action sur le GFTA a été approuvé par le secrétariat tripartite, impliquant la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC), la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), et le Marché Commun pour Afrique de l'Est et Australe (COMESA).

Le trois RECs ont endossé la voie à suivre individuellement comme des blocs économiques séparés à leurs Sommets tenu en 2010.

Ceci prépare la voie pour l'accord historique de GFTA, compté être approuvé au Sommet Tripartite des Chefs d'États et Gouvernements programmé au début de cette année. L'Afrique du Sud est comptée organiser le sommet, et l'implémentation pourrait commencer aussi tôt que l'année prochaine, en 2012.

La création d'un GFTA avec une population combinée d'à peu près 570 million de gens et un produit intérieur brut de 625 milliard US\$ ouvrirait des frontières littéralement pour la moitié du continent, traversant les régions entières, du sud et de l'est d'Afrique, du Cape au Caire.

Ceci faciliterait le mouvement facile des biens et services à travers les pays membres, haussant le commerce régional et les options d'affaires grandissantes et échange des occasions.

Les dirigeants de la SADC sont comptés aussi tracer la façon effrontée au lancement de l'Union Douanière de SADC tant attendue quand ils se rencontreront au mois d'Août à leur Sommet annuel des Chefs d'États et Gouvernement programmé à Luanda, en Angola.

suite page 2...

L'Afrique du Sud pour soutenir les relations du continent avec les marchés émergents

L'INVITATION RÉCENTE à l'Afrique du Sud pour rejoindre le groupe BRIC d'économies émergentes qui comprennent Brésil, Russie, l'Inde et Chine fortifieront la position de commerce d'Afrique du Sud dans le monde, et les occasions d'offre pour l'Afrique pour fortifier des liens avec le groupe.

L'Afrique du Sud, qui avait été invitée en Décembre 2010 selon son application de Novembre sera officiellement incorporé au groupe BRIC au cours du Sommet des Chefs d'États prévu en Chine en Avril.

L'inclusion de l'Afrique du Sud – le premier pays Africain à être admis au groupe – verrait l'acronyme qui change à BRICS.

Le groupe de BRICS est considéré comme le marché

émergent le plus rapide dans le monde. Les études montrent que par l'an 2050, les économies combinées de BRICS peuvent éclipser les économies combinées des pays les plus riches actuels du monde.

Les cinq pays, ensemble, représente plus qu'un quart du secteur de terre du monde et plus de 40 pourcent de la population mondiale.

Le Ministre à la coopération et aux relations internationales de l'Afrique du Sud, Maite Nkoana-Mashabane a dit que le pays serait un bon ambassadeur pour l'Afrique quand il joint BRICS.

“Nous serons une bonne porte pour les pays de BRICS. Pendant que nous pouvons avoir une petite population, nous ne parlons pas juste pour l'Afrique

du Sud, nous parlons pour l'Afrique comme un ensemble,” elle a dit.

Les analystes économiques concourent et disent qu'Afrique du Sud a beaucoup à profiter de BRICS si le pays représente les intérêts d'Afrique.

Le PDG de Frontière Consultative, Martyn Davies, a dit: l'Afrique du Sud comme un pays est petit “mais si nous y allons comme un marché régional, nous sommes beaucoup plus grands.”

“Pour l'Afrique du Sud être traité comme la partie de BRIC est un peu compliqué,” a ajouté Jim O'Neill, qui a inventé le terme de BRIC en 2001. “Mais l'Afrique du Sud comme un représentant du continent Africain est une histoire différente.”

Nkoana-Mashabane reconnaît ceci et dit, “Nous amenons l'économie la plus diversifiée et la plus avancée sur le continent.”

“Nous ne pouvons pas être la même taille, mais nous pouvons ouvrir des occasions pour eux dans la région et par cela, nous pouvons compléter notre intégration économique sur le continent.”

L'Afrique du Sud a une économie d'au moins 290 milliard US\$, qui est d'un quart de celle de la Russie, la plus petite des nations de BRIC. Sa population est estimée à à-peu-près 49 million comparé à 1,3 milliard de la Chine, 1,2 milliard d'Inde, 191 millions du Brésil, et 142 millions de la Russie. r

2011 Renforcer l'intégration régionale

suite de la page 1...

L'Union Douanière, prévue, a été différée l'an dernier à une date ultérieure pour permettre aux États-Membre pour entièrement exécuter la Zone de Libre-Échange de SADC (FTA) dont le lancement officiel a eu lieu en 2008.

Le Secrétaire Exécutif de la SADC Tomaz Salomão a dit au dernier Sommet que “le lancement de l'Union Douanière en 2010 n'est pas possible. La question est, que pouvons nous faire pour avancer.”

Une Union Douanière est un plus haut niveau d'intégration économique en comparaison d'un FTA. Contrairement à un FTA, qui a un régime de tarif commun mais permet intérieurement à chaque pays pour maintenir ses propres tarifs avec les non-membres de la SADC, une Union Douanière exige tous les membres pour avoir un tarif externe commun.

Le COMESA et EAC ont déjà FTAs et les unions douanières.

L'établissement d'un seul FTA par 2012 aurait pour résultat les trois groupements qui fusionnent dans un grandiose FTA avec l'objectif ultime d'une seule Union Douanière de régler les tarifs et les règlements communs pour le commerce extérieur.

Dans les termes de développement des projets régionaux, l'Afrique australe entreprend un investissement significatif cette année, notamment le long du Couloir du Nord-Sud qui suit l'approbation de fonds de développement.

Le Couloir du Nord-Sud traverse huit pays dans l'Afrique est et australe et il est une combinaison de deux couloirs traditionnels – le Couloir de Durban et le Couloir de Dar es Salaam, reliant le port de Durban à d'autres ports dans l'Afrique australe avec le port orientale de Dar es Salaam.

COMESA, EAC et SADC ont identifié le couloir pour l'Aide pour le programme de Commerce parce que c'est le plus occupé dans la région sur le plan des valeurs et les volumes de fret.

Plus d'1.2 milliard US\$ a été donné pour actualiser la route, l'infrastructure de la ligne de train et les ports et même de soutenir le commerce le long du Couloir du Nord-Sud.

Le président du Groupe de Travail Tripartite Juma Mwapachu, qui est le Secrétaire Général d'EAC, a annoncé que les préparations sont à une étape avancée pour lancer un second Arrêt-Poste Frontière au croisement de Namanga entre la République Unie de la Tanzanie et le Kenya.

La poste frontière de Chirundu entre la Zambie et le Zimbabwe était le premier Arrêts Poste Frontière, officiellement ouvert pour les affaires au mois de Novembre 2009, et les

projets sont bien avancés pour une initiative similaire à Beitbridge sur le Couloir de Commerce Nord-Sud entre l'Afrique du Sud et le Zimbabwe.

L'initiative d'Arrêt-poste frontière est planifiée pour l'implémentation à travers toutes les postes frontière majeures dans la communauté agrandie pour faciliter le mouvement libre de biens et services parmi les 26 États Membre.

Sous l'arrangement d'un-arrêt, les voyageurs sont juste fouillés une fois pour le passage dans un autre pays par opposition avec la situation actuelle quand ils doivent être traités d'une côté et de l'autre de la frontière, adressant des problèmes de retards expérimentés à la plupart de postes de frontière de même que les procédures opérationnelles, “restrictives” et souvent perçues aux frontières. *sardc net/sanf* r

Traquer la

Déclaration de Dar es Salaam sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire

IL Y a sept ans, les dirigeants de SADC se sont rencontrés à un sommet extraordinaire à Dar es Salaam, dans la République Unie de la Tanzanie, pour adopter une stratégie pour avancer le développement de l'agriculture et de la sécurité alimentaire dans la région.

La Déclaration de Dar es Salaam sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire adoptée en 2004 a identifié un nombre de secteurs prioritaires sur lesquels l'Afrique australe devrait converger à court terme (2004-2006) et en moyenne à long terme (2004-2010) pour atteindre la sécurité alimentaire dans la région.

Les stratégies à court terme et en moyenne à long terme sont tombées maintenant, et SADC est compté réexaminer le processus d'implémentation.

Les mesures à court terme incluent la disponibilité et l'accès à saisir des données agricoles pour les agriculteurs, en consistant les variétés de semence améliorées, les engrais, les substances agrochimiques, les services de labourage et les instruments de ferme.

En moyenne –à long-terme les dirigeants de l'Afrique australe ont consenti à rencontrer la cible d'Union Africaine pour localiser au moins 10 pourcent de leurs budgets nationaux à l'agriculture et au développement rural.

Les dirigeants ont identifié aussi le besoin de développer les facilités d'un réserve alimentaire régionale, améliorer l'infrastructure comme les routes et la ligne de train promouvoir le commerce et ouvrir le marché, de même que construire les barrages pour les buts d'irrigation.

Un rapport récent d'avancement préparé par les Ministres de SADC responsables de l'Agriculture et la Sécurité

Alimentaire a dit que l'implémentation de la déclaration a contribué de manière significative à la sécurité alimentaire dans la région avec quelque pays qui éprouvent les moissons de pare-chocs dans les dernières peu années.

Toutefois, les ministres ont noté aussi qu'un nombre de pays de SADC sont toujours en retard pour exécuter le projet – un développement qui pourrait dérailler des efforts pour augmenter la production et faire la région indépendante.

Par exemple, beaucoup de cibles clés comme la construction d'arrangements d'irrigation et l'établissement de la réserve alimentaire régionale sont bien

en retard sur l'horaire, bien que la recherche sur les modalités et les stratégies pour le développement de la facilité de réserve a été exécuté en 2006.

En ce qui concerne l'allocation de 10 pourcent de budgets nationaux à l'agriculture, la plupart d'Etats Membre de SADC ont pourtant à remplir cette promesse.

Cette situation est plus difficile pour les agriculteurs de préparer à la saison agricole, notamment dans les dernières peu années quand la région a été affectée par la crise financière et les sécheresses globales.

Le Malawi et le Zimbabwe étaient parmi les premiers pays de SADC pour localiser 10

pourcent de leurs budgets à l'agriculture, et ceci est crédité comme un des facteurs des moissons exceptionnelles au Malawi dans les saisons agricoles récentes.

A la suite de cette exécution robuste dans le secteur agricole, Malawi s'est déplacé d'être un pays de déficit alimentaire à un produisant du grain en surplus pour l'exportation aux autres pays de SADC.

La production de maïs au Malawi trebled d'à peu près 1,2 million de tonnes en 2005 à 3,4 millions de tonnes dans la saison 2007/08. Cette augmentation phénoménale dans la production de maïs a épargné le pays de 120 millions US\$ annuellement qu'il avait dépensé en 2005 pour l'importation d'aide alimentaire.

En 2008, le Président Malawien Bingu wa Mutharika a été attribué FANRPAN Food Security Policy Leadership Award pour ses efforts pour promouvoir de la sécurité alimentaire dans la région.

Les Ministres pour l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire ont noté qu'un nombre de pays ont montré le progrès significatif en soumettant les rapports à temps et régulièrement sur l'implémentation de la Déclaration.

Ces pays incluent Botswana, Lesotho, Malawi, Madagascar, Ile Maurice, Tanzanie, Swaziland et Zimbabwe.

Les ministres ont exhorté des pays pour fortifier des efforts pour exécuter l'accord pour rendre capable la région d'être en sécurité alimentaire.

L'agriculture est le principal de la plupart des économies en Afrique australe et SADC a identifié le secteur comme un secteur de priorité pour le développement. r

Les essentiels de la Déclaration de Dar es Salaam

PAR LA Déclaration sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire, les dirigeants de SADC ont consenti sur une gamme de court et moyen-à-long terme qui exigent l'attention urgente par les Etats Membre pour améliorer l'agriculture et garantir la sécurité alimentaire.

Les mesures à court terme larges pour les Etats de Membre pour développer et promouvoir sont:

- La provision de données agricoles clés
- Le développement Agro-Industriel et traitant pour encourager l'addition de valeur
- Les mesures de contrôle nationales revitalisantes pour les pestes de récolte et bétail et les maladies
- La récolte, la production de bétail et pêches y compris l'aquaculture augmentée et l'agriculture marine
- La gestion d'eau pour fortifier la capacité dans l'irrigation.

Les Etats Membres sont à garantir des mesures générale en moyenne à long-terme les suivants:

- L'usage et la direction viable de ressources naturelles
- La préparation de désastre y compris développer un régional agricole système informatique intégré
- La recherche, le développement de la technologie et la diffusion pour améliorer le développement de variétés de récolte et d'espèces d'animal
- L'engagement de secteur privé dans l'agriculture et le développement rural
- L'accès de marché et l'investissement et le financement agricole. r



La prévision d'une sécurité alimentaire stable pour SADC

LA SITUATION générale de sécurité alimentaire en Afrique australe est supposée être stable cette année comme la plupart des pays de la SADC s'attendent à une bonne récolte dans la saison agricole 2010/2011.

L'estimation fait par Réseau Systématique de l'Avertissement Famine (FEWSNET) projet qu'une bonne récolte réalisée depuis les saisons antérieures est suffisante pour satisfaire la demande de la consommation dans la région jusqu'au mois de Mars et même au-delà.

FEWSNET dit que la récolte améliorée dans les pays de la SADC étendue sur les quelques dernières années est due aux pluies favorables bien que les interventions variées des gouvernements nationaux pour promouvoir la production.

“Les conditions de sécurité alimentaire sur la plupart des parties de la région restent généralement stables, et sont comptés rester ainsi d'Octobre 2010 au Mars 2011,” FEWSNET a dit dans son évaluation.

FEWSNET a ajouté que la sécurité alimentaire dans la plupart de la région y compris le Malawi, Mozambique, la République de Tanzanie et la Zambie ne souffrira aucune insécurité alimentaire aiguë dans le premier trimestre de l'année alors que quelques parties de l'Angola et du Zimbabwe pourront probablement faire recours aux importations additionnelles.

Toutefois, la situation pourra être maniée comme dans la plupart des pays de la SADC prédisent un pare-chocs de récolte cette saison.

L'Afrique du Sud estime le surplus de maïs d'au moins de 6 million tonnes à exporter aux pays voisins qui auront besoin des importations additionnelles.

Le Swaziland, bien qu'il n'est pas un bon producteur agricole, a annoncé une saison améliorée avec le Président de l'Union des Fermiers de l'Agriculture National, Jabulani Tsabedze, disant “bien que tôt d'être certain, les indications portent l'effet que

le pays recevra un pare-chocs moissonne cette saison.”

“Les fermiers croient qu'ils recevront un pare-chocs recadre cette saison principalement parce qu'ils sont tous sortis, et ont planté cette année, aussi bien qu'ils ont été béni par la tombée de la pluie depuis le commencement de la saison de plantation,” Tsabedze a dit aux médias locaux.

Au Zimbabwe, nous espérons une bonne récolte selon les bonnes pluies et l'augmentation des plantations agricoles dans les zones habitées.



autres pays de la SADC. Ce phénomène d'augmentation dans la production de maïs a permis au pays d'épargné au moins 120 millions US\$ par an qu'il avait dépensé en 2005 dans l'importation alimentaire.

Tandis que les autres pays s'attendent à faire des prédictions compréhensives, les estimations suggèrent que les niveaux de production seraient meilleurs ou au moins les même que celles réalisées ces saisons antérieures.

La situation de sécurité alimentaire globale dans

l'Afrique australe pour l'année commerciale 2009/10 était favorable, avec un surplus régional de céréale de 476.000 de tonnes comparés au déficit de 1,78 millions de tonnes enregistrés en 2008/09.

Toutefois, malgré qu'on a connu un bon surplus en matière de céréales, on a toujours eu ce problème qu'une bonne partie de la population ne parvient pas à se procurer de la nourriture à cause des raisons variées comme: revenu très bas et les prix des produits élevées. r



Quelques aliments de base de la SADC: sorgho, orge, et maïs

Le Ministre de l'Agriculture Joseph Made a fait annoncer que la zone de plantation de maïs a augmentée de 530.000 ha pour 2009-2010 à 660.000ha pour la saison 2010/2011.

Le Malawi, qui depuis 2005 a augmenté sa production pour enregistrer les niveaux, a prédit une moisson abondante. Le pays prévoit produire à peu près 2,35 million de tonnes de maïs contre une demande annuelle de 2 millions.

Le Malawi a été le premier pays de la SADC a alloué 10 pourcent du budget à l'agriculture, et ceci est crédité comme un des facteurs des moissons exceptionnelles au Malawi dans ses saisons agricoles récentes.

Comme résultat de ce changement robuste dans le secteur agricole, le Malawi a changé du pays déficitaire en aliments au pays produisant du grain excédent pour les

Les modèles des précipitations confirment les prévisions

LES MODÈLES des précipitations reçues jusqu'en Janvier 2011 pour la plupart des pays de la SADC sont encore largement consistants avec les prévisions du 14^{ème} Forum Régionale de l'Afrique Australe pour la Perspective Climatologique (SARCOF 14) publié l'année passée.

SARCOF 14 a prédit qu'entre les parties Octobre-Décembre 2010 le sud et l'ouest de la SADC sont supposés avoir des précipitations normale à au-dessus de la normale.

Entre Janvier-Mars 2011, la plupart des parties de la région auraient plus de chances de recevoir des précipitations normale à au-dessus de la normale avec quelque parties ayant des précipitations au-dessus de la normale à la normale.

Cette chance de normale à au-dessus de la normale s'est

étendu à travers le centre et le nord de la région, selon les prévisions récentes.

Dans le Pacifique tropical le froid continu à être au delà des conditions moyennes depuis l'année passée, alors l'immense bassin La Niña est devenu bien établi. Les perspective clé climatologique pour Décembre 2010 au Février 2011 sont comme suit:

- Les précipitations au-dessus de la normale à la normale sont prévus sur les parties à l'extrême du sud-ouest continental de la SADC et à l'ouest du Madagascar. La masse contigu de la SADC sera normale à au-dessus de la normale

- Une situation des précipitations normale à au-dessus de la normale sont probable sur l'île Maurice et à l'est du Madagascar. r

Cancun Accord: Un petit pas en avant

par Eglina Tauya

L'AFRIQUE AUSTRALE organisera une conférence sur le climat mondial cette année qui est censée produire un accord international pour s'occuper des problèmes de changement climatique.

Les discours se poursuivront tout au long de l'année avec l'objectif de finaliser un accord global à la 17^{ème} Conférence des Partenaires à la Convention du Cadre de l'ONU sur le Changement Climatique (COP 17), laquelle doit avoir lieu à Durban, en Afrique du Sud, au mois de Novembre.

L'accord préliminaire conclu l'année dernière au Mexique représente un petit pas vers une entente mondiale. Toutefois, les progrès faits sont encore loin d'être satisfaisants pour les pays en voie de développement comme ils ne concernent pas leur position sur un nombre de problèmes, y compris les niveaux d'émission de carbone, de même que l'augmentation des finances, la technologie et la capacité d'adaptation et la gestion des risques.

L'Accord préliminaire de Cancun inclut le développement d'un Fond Vert, promettant formellement une réduction des émissions de carbone y compris la réduction des émissions du déboisement et de la dégradation de terre, la prise de décisions concernant l'avenir du protocole de Kyoto, le soutien au transfert de technologie, de même que la surveillance, les rapports sûrs, et la vérification des coupures d'émission.

La chose la plus significative pour l'Afrique est la décision d'établir un Fond Vert pour le Climat avec un conseil qui aura une représentation égale de pays développés et de pays en voie de développement.

Le Fond Vert pour le Climat est destiné à prélever et déboursier 100 milliards US\$ par an d'ici l'an 2020, en commençant avec 30 milliards

US\$ d'ici 2012 pour le financement accéléré, bien qu'il y ait quelques scepticismes quant à la grandeur de ces chiffres.

Les fonds sont engagés pour aider des pays en voie de développement pour qu'ils s'adaptent aux inondations et à la sécheresse afin d'aboutir à une réduction des gaz à effet de serre et qu'ils adaptent leurs économies et leurs infrastructures à un climat changeant.

Les experts du climat notent que l'Afrique subit déjà des inondations et des sécheresses fréquentes en raison des températures montantes, bien que sa part combinée d'émissions de carbone soit insignifiante.

Le Fond Vert est conforme à la vision d'un Fond Vert Afrique, un canal par lequel les partenaires de développement soutiendront l'adaptation comme part de l'allocation de fonds pour le changement climatique.

Parlant lors d'un panel de discussion sur le progrès du projet des Fonds Verts à Cancun, l'ONU le Sous-Secrétaire Général et Secrétaire Exécutif de l'UNEP, Abdoulaye Jannet, a affirmé: "Puisque la capacité de l'Afrique à traiter des impacts de changement climatique dépend essentiellement de la disponibilité des ressources financières, la mobilisation de ressources pour le Fond Vert Afrique devrait être faite de façon viable, n'oubliant pas que ça ne peut pas être une affaire d'un an."

Jannet a exhorté les Partenaires pour utiliser au moins 60% des fonds de financement accéléré devant sponsoriser l'adaptation au changement climatique et les activités de réduction dans les pays en voie de développement pour démarrer le Fond Vert Afrique.

"Nous voulons des ressources qui sont viables.

Cela est pourquoi la Commission Economique pour l'Afrique travaillera de près avec les Fonds Verts par le Centre de Politique de Climat Africain (ACPC) garantissant sa réussite," Jannet a dit.

Pendant qu'il y a déjà plus de 20 fonds de subvention climatique en opération internationalement, l'Afrique a accès à peu et à seulement peu de projets enregistrés par le Mécanisme Propre de Développement de Kyoto (CDM).

La plupart des projets de CDM Africain sont concentrés en Afrique du Sud. L'Amérique latine et les pays Asiatiques, notamment l'Inde et la Chine vantent déjà des centaines de projets de CDM.

Les architectes de Fonds Verts Afrique réclament que les défis uniques de l'Afrique et l'énorme déficit financier sur le continent étaient parmi les raisons pour créer le Fond.

Les autres résultats significatifs de Cancun étaient le vœu fait par les pays développés de réduire ses émissions ont été mises formellement dans la documentation de l'ONU. Les pays doivent développer les projets bas-carbone et présenter le rapport des inventaires annuellement.

Pendant que le texte adopté reconnaît que les coupures plus profondes dans les émissions de carbone sont nécessaires, ils ne lient pas légalement et l'analyse suggère que les promesses mèneraient à une hausse de 3,2°C dans la température, loin plus haut que le 2°C considéré être généralement un niveau de réchauffement sans danger par le Panneau Intergouvernemental de Changement Climatique.

Ceci explique pourquoi l'Afrique insiste que les pays développés réduisent leurs émissions à au moins 40



pourcent au dessous des niveaux de 1990 avant 2020, et atteindre au moins 80 pourcent au dessous des niveaux de 1990 avant 2050 puisque ils sont les plus grands émetteurs.

Les pays en voie de développement ont consenti aussi de voir comment ils peuvent réduire leurs émissions dans l'avenir. Un registre doit être établi pour enregistrer et égaler les actions de réduction de pays en voie de développement pour financer et le soutien technologique de la part des pays industrialisés. Les pays devront publier les rapports de progrès chaque deux ans.

C'est aussi important que les Partenaires ont convenu à booster l'action vers la réduction des émissions du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en voie de développement-connu comme l'arrangement de REDD.

Avec cet arrangement les pays développés paient les pays en voie de développement pour ne pas abattre les forêts, de cette façon on immobilise les émissions de carbone.

Les détails de quand ceci arrivera exactement et dans quelle forme est toujours vague, particulièrement si les pays développés pourront l'utiliser pour compenser leurs émissions au lieu de faire des coupures chez eux.

L'accord de Cancun soutient aussi l'idée de transférer la connaissance de la technologie propre entre pays. *sardc.net* r

Projet Majeur d'Infrastructure de la SADC pour guider le développement régional

LE LANCEMENT longuement attendu du Projet Majeur d'Infrastructure Régional de la SADC cette année est compté diriger plus tard le développement dans l'infrastructure clé comme route, ligne de train et ports.

A la fin, le projet majeur devrait permettre à la région pour proposer un réseau d'infrastructure de transfrontière efficace, continu et rentable qui promouvrait la croissance socio-économique dans les Etats Membre comme une économie prospérant dépend d'une base d'infrastructure fiable aux niveaux nationaux et régionaux.

Un réseau vibrant de transport est nécessaire pour hausser l'intégration régionale de même que garantissant que la Zone de Libre-Echange de SADC (FTA) a été lancé en 2008 et l'Union Douanière de SADC imminente sont exécutés avec succès en adressant des retards aux postes de frontière et à

promouvoir le mouvement libre de biens et services à travers l'Afrique du Sud.

Le projet majeur d'infrastructure régional initié en 2007 par les dirigeants de SADC se fixerait sur les secteurs clés comme l'énergie, le transport, les télécommunications, l'infrastructure d'eau et le tourisme.

Certains programmes que le projet ciblerait incluent le Pont de Kazungula, qui relierait Botswana, Namibie, Zambie et Zimbabwe; Zimbabwe-Zambie Botswana-Namibie ligne de transmission d'électricité

proposée qui relie les quatre pays respectifs, adoube ZiZaBoNa; et le chemin de fer de Benguela entre Angola et Zambie.

Les autres projets sont le long des couloirs de développement comme le Couloir du Dar es Salaam, de province-Zambezi Voie navigable, le Couloir de Baie de Walvis et le Couloir de Trans-Caprivi.

Le Secrétaire Exécutif de la SADC Tomaz Salomão a dit, avec la détermination, la région accomplirait ses projets et fournirait le réseau d'infrastructure continu à ses gens.

Il a dit que l'expérience a montré que les Etats Membre de SADC sont jusqu'à la tâche malgré les divers défis comme les ressources limitées.

"Notre carte de score représente un sac mélangé, cela sont des accomplissements et des défis," il a dit dans l'avant-propos à un rapport sur le Statut de Développement d'Infrastructure de SADC qui a été présenté au Sommet de SADC 2010 des Chefs d'Etats et de Gouvernements.

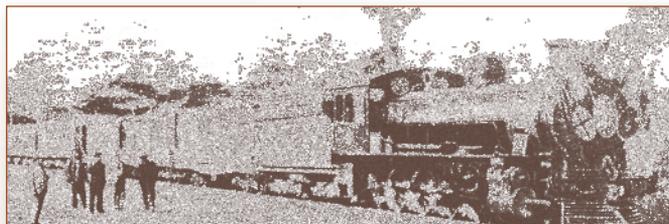
"La région a cependant démontré au cours des années que c'est toujours égal à la tâche comme il a toujours surmonté des haies par les efforts collectifs."

Il a cité le programme de génération d'électricité de transmission par laquelle la région a commandé de divers projets qui a livré à peu près 5.300 Mégawatts (MW) à la Réserve Électrique Sud Africaine (SAPP) entre 2007 et 2009.

Quant à la technologie de la communication d'informations, la connectivité d'inter-état complète a été atteinte, y compris la connectivité de câble sous-marine avec le reste du monde.

Toutefois, un nombre d'autres programmes d'infrastructure régionaux est en retard sur toujours en raison des divers défis, le chef parmi eux le manque de fonds et de volonté pour exécuter les programmes.

Le Projet Majeur de Développement d'Infrastructure Régional de la SADC fait partie du programme de développement d'infrastructure régional plus large à l'agenda pour SADC qui vise à fortifier le développement d'infrastructure dans la région. Les leaders de l'Afrique Australe sont comptés lancer le projet à leur prochain sommet planifié à Luanda, en Angola au mois d'Août. r



Le chemin de fer est l'un des moyens qu'on peut compter sur la transportation.

La Tanzanie pour construire sa première énergie aérienne

LA RÉPUBLIQUE unie de la Tanzanie au début de cette année commencera la construction de 120 millions US\$ d'un projet d'électricité aérienne pour couvrir l'insuffisance d'énergie chroniques dans le pays.

Le ministre député de l'industrie et de Commerce Lazaro Nyalandu a dit que le premier-jamais remonte la centrale électrique dans le pays ajouterait environ 50 Mégawatts (MW) d'électricité à la grille d'électricité nationale. La station sera localisée dans la région de Singida.

"Les financiers du projet ont donné déjà le feu vert après avoir regardé toutes les études pertinentes. Nous prévoyons le travail de construction pour commencer au plus tôt au mois de février," il a dit.

La Société Nationale de Développement (NDC) tiendrait un pieu de 51 pourcent dans le projet et une entreprise privée, Power Pool East Africa Limited retiendrait le reste.

"C'est un projet de 15 mois, donc nous prévoyons que le premier 50 MW d'électricité commencera à produire par l'an 2012," il a dit.

Le pays produit la plupart de son électricité des barrages d'hydro et produit près de 300 utilisations de MW le gaz naturel d'un dépôt sur l'île de Songosongo de la côte. Sa demande d'énergie est près de 900 MW pendant qu'il produit moins que 800 MW.

"Le projet commencera à produire un initial 50 MW d'électricité à un coût d'autour

120 millions US\$ mais a la capacité d'augmenter à 300 MW dans l'avenir."

"Les facilités financier pour le projet comprendront du financement d'équité et dette. Les actionnaires dans la société en participation ont consenti déjà sur la structure du financement," il a ajouté.

Il a dit que les études ont montré à ces ressources aériennes dans la région de Singida le long de la grille de l'électricité nationale pourrait soutenir les fermes aérienne avec la capacité installée de jusqu'à 500 MW.

"L'énergie aérienne peut être une source d'électricité bon marché dans le pays et ainsi aider fortement pour abaisser le coût actuel d'électricité." Il a dit. r

L'Angola planifie plus d'infrastructure de transmission

L'ENTREPRISE NATIONALE de l'électricité de l'Angola, Empresa de Distribuição d'Electricidade (EDEL) planifie à construire 25 nouvelle sous-station à Luanda d'ici 2012 comme l'un des programmes pour permettre la meilleure distribution d'électricité dans la capitale.

Selon EDEL le directeur général Fernando Manuel, la nouvelle sous-station distribuerait l'électricité aux stations de tension moyennes, et permettra des connexions

résidentielles dans les neuf quartiers de la province.

Avec l'investissement dans la nouvelle infrastructure, EDEL a l'intention d'augmenter l'accès à l'électricité du courant 280.000 ménages à Luanda à plus de 500.000 d'ici la fin de 2012.

Il y a actuellement 11 sous-stations seulement d'électricité à Luanda, avec une capacité de 530 mégawatts.

L'EDEL le projet stratégique inclut l'amélioration de la qualité et la régularité

d'alimentation, l'accès d'augmentation, l'efficacité et l'efficacité commerciale.

Actuellement, approximativement 20-30 pourcent de population de l'Angola a accès à l'électricité et une estimation de 70 pourcent d'entreprises Angolaises compte sur la sauvegarde générateurs diesel pour compenser des coupures de courant chroniques.

Pour améliorer l'accessibilité et la fiabilité d'électricité, l'Angola fait des investissements significatifs dans

la génération d'électricité, l'infrastructure de transmission et distribution.

EDEL est responsable de la distribution d'électricité dans les provinces de Luanda et de Bengo, où approximativement 75 pourcent de toute l'électricité est consommé en Angola. r

La construction de la ligne de transmission principale de Tanzanie commence

LA RÉPUBLIQUE unie de la Tanzanie a commencé la construction d'une ligne principale de 400 kilovolts (KV) de transmission de courant qui reliera le pays avec le Kenya et la Zambie.

Le projet verrait que la Tanzanie exécute une nouvelle ligne de transmission à haute tension sur une distance de 667 kilomètre d'Iringa à Shinyanga, reliant les sources de production actuelle et avenir du sud et du sud-ouest de la Tanzanie.

Le projet est compté renforcer le lien de ligne de transmission d'électricité entre les sources de productions dans le sud et les centres de chargement, y compris le tourisme et les secteurs miniers dans le nord.

Le financement pour le projet est venue du gouvernement de Japon et la Banque de Développement Africaine, où les deux ont contribué 100 millions US \$ chacun.

Les autres partenaires de développement qui contribueront au projet incluent l'Association de Développement Internationale qui fournirait 150 millions US\$ et la Banque d'Investissement Européenne qui a offert 134.5 million US\$. La Banque de Corée d'Exportation a fourni 36.4 million US\$. r

L'Afrique du Sud tourne à l'énergie verte pour compléter la fourniture de l'énergie

AFRIQUE DU Sud va cette année commence un plan long-temps-attendu d'acheter de l'électricité des plantes d'énergie vertes sous un nouveau programme de subventions pour aider à promouvoir l'investissement privé en énergie renouvelable.

Comme d'autres Pays Membre de la SADC, l'économie de l'Afrique du Sud lutte pour rencontrer une demande rapide d'électricité, avec l'Eskom entreprise d'état qui dit que la distribution resterait tendue jusqu'à 2015.

Les producteurs et l'industrie privées ont dit longtemps qu'ils pourraient rencontrer l'écart de provision par les projets de champ verts ou via la cogénération à leurs plantes, mais a été découragé par le manque des affaires d'achat de l'électricité.

"Nous ciblons le premier trimestre de 2011 pour le relâchement de la documentation d'acquisition," Agissant comme Vice Directeur-Générale au département de l'énergie, Ompi Aphane a annoncé au mois de décembre l'an dernier. L'alimentation-les tarifs d'énergie renouvelable ont été longtemps anticipés pour

stimuler l'investissement à grande échelle dans le secteur, mais le pays doit signer des traités avec quelque producteurs indépendants mettant déjà de l'argent dans les projets renouvelables.

Les tarifs montrent le prix unitaire d'électricité à être payé pour l'énergie des sources renouvelables. Ils couvrent le coût de génération d'électricité et tiennent le compte d'un profit raisonnable pour tenter des entrepreneurs privés pour investir dans l'énergie renouvelable.

Le centrale hydroélectrique de Cahora Bassa a augmenté sa capacité

M O Z A M B I Q U E HIDROELECTRICA de Cahora Bassa (HCB) a augmenté sa capacité de transmission d'électricité par 240 mégawatts avec la venue de l'opération de la sous-station de convertisseur de huit-pont à Songo.

La sous-station de conversion, qui a été construite à un coût de 10.5 millions US\$, restaure le potentiel du Barrage de Cahora Bassa à 1.920 MW du précédent 1.680 MW.

L'Afrique du Sud insiste beaucoup sur les sources d'énergie renouvelables pour éviter l'insuffisance du courant chronique et diminuer la dépendance sur les centrales électriques de charbon qui fournissent la plupart de son électricité.

Le pays compte avoir 7,200 mégawatts d'électricité fournie par les projets renouvelables sur le prochain deux décennies sous un nouveau projet de ressource d'énergie actuellement sous le développement. r

Le potentiel du barrage a été réduit à 1.680 mégawatt en 1985 après une défaillance qui a réduit l'électricité transmis à Maputo le capital et à l'Afrique du Sud voisin.

"Le système pour convertir le courant direct (HVDC) est composé de huit convertisseurs de pont, chacun avec la capacité de conversion de 240 mégawatts, totalisant une capacité installée de 1920 mégawatt," HCB a dit dans la déclaration. r

1.0 Introduction

LA COOPÉRATION transfrontalière dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC) le secteur de l'énergie n'est pas un nouveau phénomène. La coopération parmi les États Membre a commencé aussi tôt que 1958, avec la construction d'une ligne entre Nseke dans La République Démocratique du Congo (RDC) et Kitwe en Zambie pour fournir de l'électricité aux mines de cuivre Zambiennes.

Ceci a posé la fondation pour les projets coopératifs bilatéraux dans le secteur de l'énergie et coïncidé avec la construction du Barrage de Kariba durant ces 50 dernières années avec ses centrales électriques hydro-électriques associées (l'un chacun en Zambie et Zimbabwe).

La coopération régionale dans le secteur de l'énergie a plus de 50 ans de développement, surtout pendant les derniers 15 ans comme l'Afrique australe a restauré de l'autosuffisance de l'énergie. La région de SADC a éprouvé la croissance économique pendant la dernière décennie mais le dernier investissement dans l'infrastructure d'électricité a été tristement insuffisant à la demande régionale, nécessitant la plus grande coopération régionale pour partager le courant disponible.

Le commerce transfrontalier de l'énergie dans le SADC est facilité par le Pool de l'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP) formé en 1995. Le commerce permet des pays à acheter et vendre de l'électricité par un réseau actuel de lignes de transmission et de sous-stations de relais. Ceci rend capable l'échange de l'électricité entre les pays qui sont riche en ressource de l'énergie et ceux qui souffrent de la vulnérabilité de l'énergie.

Le commerce de l'énergie sera toujours une priorité parmi les États Membre du SADC à cause de la distribution inégale de ressources d'électricité dans la région. Il y a une grande réserve d'hydroélectricité à bas prix dans le nord de la région, surtout le réservoir d'Inga dans le RDC, le réservoir de Bassa de Cahora à Mozambique et le Barrage de Kariba sur la frontière entre Zambie et Zimbabwe. La région possède aussi hydroélectricité moins cher dans des autres sites sur les rivières de Congo et Zambezi et les grandes réserves de charbon bon marché en Afrique du Sud et au Mozambique.

2.0 Situation actuelle

Le commerce de l'énergie plateforme de la SADC a évolué depuis la formation de SAPP. Pendant les premiers ans de la réserve, le commerce a été limité aux contrats bilatéraux parmi les membres des utilités. La masse de commerce transfrontalier dans l'électricité est gouvernée par les contrats bilatéraux, coopératifs et fixés, qui représentent entre 90 et 95 pourcent de commerce d'énergie régional total.

Les contrats couvrent généralement une période d'un an à cinq ans bien qu'ils pourraient être plus longs. Ils pourvoient à l'assurance de sécurité de provision mais ne sont pas flexible pour accommoder les profils de demande variables et les prix. L'évaluation d'électricité dépend de la période de consommation – le sommet, la norme ou en basse saison.

Reconnaître l'importance de commerce d'électricité régional, le SAPP a fonctionné alors le Marché d'Énergie à Court Terme (STEM) de 2001 jusqu'à 2007 quand la région a manqué de la capacité en surplus. Le marché de STEM approvisionne actuellement pour à peu près cinq pourcent de commerce d'énergie de SADC. Il comprend de contrats quotidiens et par heure, couvrant principalement des périodes en basse saison.

Le STEM était précurseur au plein marché compétitif d'électricité qui a été développé avec succès pour la région sous forme du Day Ahead Market (DAM). Avec le soutien de la Norvège, le développement du DAM a commencé en 2003 et la plateforme de commerce a été livrée vers la fin de 2006. Du Février 2007, le SAPP a été couru des procès du marché qui ont rendu capable les membres de SAPP gagner plus d'expérience pour faire marcher un tel marché. Ce marché a commencé en Décembre 2009.

Le marché du genre d'enchères tient compte des vendeurs et des acheteurs d'entrer leurs conditions de commerce de pool d'énergie un jour en avant et commerce ou l'offre pour la capacité supplémentaire sur une base en temps réel.

Il est espéré que la création d'un marché compétitif aide à optimiser l'usage de ressources d'électricité régionales, aidant déterminer le



Sécurité de l'énergie transfrontalière

La Structure Légale et Institutionnelle pour l'

correct prix d'électricité et envoient les signaux pour les investissements et la vraie utilisation de temps de biens actuels.

C'est aussi important de noter que l'adhésion de SAPP n'est plus un conserve d'utilités d'énergie nationales qui suit les amendements au Mémorandum Inter-Gouvernemental de Compréhension (IGMOU) et le Mémorandum d'Inter-Utilité de Compréhension (IUMOU) qui permet Producteurs de l'Énergie Indépendants (IPPs) devenir des membres de SAPP. IPPs a profité de ce développement positif pour devenir membre du SAPP.

3.0 Arrangement Institutionnel

Une caractéristique unique d'architecture de commerce de l'énergie du SADC est que SAPP est fondé sur les accords au lieu de sur la loi. La réserve a été formée après la signature de l'IGMOU par une majorité des membres de SADC. L'IGMOU et ses accords subsidiaires – l'IUMOU, l'Accord entre Membres Opérants et les Indications Opérantes – a été maintenant signé par tous les membres de SADC et leurs utilités de l'énergie nationale.

Les accords de SAPP incorporent le Traité de SADC, le Tribunal de SADC, les Ministres d'Énergie de SADC et le Département Technique et Administrative. L'IGMOU établit que les accords de SAPP doivent être interprétés dans une manière conforme au Traité de SADC et que le forum de résolution de dispute final est le Tribunal de SADC.

Le SAPP est organisé sous un comité exécutif, qui sert du conseil d'administration du pool pendant qu'un comité de direction surveille l'administration du pool.

Trois sous-comités servent sous la direction du comité de direction: le sous-comité de planification (qui fixe les taux désorientés réexaminés annuellement et développer un plan d'expansion indicatif de SAPP chaque deux ans), le sous-comité d'opération et son centre de coordination associé de même que le sous-comité écologique.

Le centre de coordination est basé à Harare, Zimbabwe, et est responsable pour contrôler le pool des activités, exécutant des études en fonction et planifié, déterminant les limites de transfert sur les lignes privées, administrant une base de données régionale, disséminant des plans d'entretien, et fournissant le conseil technique.

Les Ministres d'Énergie de SADC sont responsables de résoudre les problèmes de politique majeurs dans le SAPP et pour admettre les nouveaux membres au pool. Le Secrétariat du Département Technique et Administratif de la SADC fournit de services de secrétaire et autres au comité exécutif de SAAP, servant de liaison à SADC et cherchant la subvention selon les recommandations du comité exécutif.

Une autre institution importante dans le secteur d'énergie de SADC est l'Association de Régulateurs d'Électricité Régionale de l'Afrique Australe (RERA). Formé en 2002 par les Ministres d'Énergie, le mandat de l'association est d'harmoniser le cadre régulateur de même que fournir un environnement rendre capable pour l'investissement dans le secteur de l'énergie de la région.

4.0 Environnement Régulateur

Bien qu'un marché d'énergie régional soit opérationnel par le SAPP, le commerce d'énergie dans le SADC est pour le moment entre les membres d'utilité seulement.



Le Commerce de l'Électricité dans la SADC

Neuf Pays-Membre de la SADC ont pour le moment des régulateurs nationaux qui surveillent des problèmes d'énergie dans les pays respectifs et sont des membres de RERA. Ceux-ci sont l'Angola, Lesotho, Namibie, Malawi, Mozambique, Afrique du Sud, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

Toutefois, comme les organismes de réglementation nationaux développent et commencent à affirmer leur autorité il y a un risque qu'ils n'ont pas été suffisamment accordés aux besoins du marché régional. L'expérience d'autres pays montre bien qu'une réserve peut fonctionner où les régimes régulateurs différent, comme ils font parmi les pays de SAPP, les possibilités des jeux de hasards ou l'avantage injuste créé par les différences dans les systèmes régulateurs peuvent miner la volonté des membres à participer.

RERA a répondu aux entraves régulatrices au commerce de l'énergie transfrontalier en développant "les indications régulatrices" qui ont été approuvés par les Ministres d'Énergie de SADC en Avril 2010 pour garantir que les affaires efficaces transfrontalières ne sont pas contraintes par les processus incertains ou compliqués pour faire les décisions régulatrices. Plus en particulier, "les indications régulatrices" cherche à :

- Clarifier comment les régulateurs exécuteront leurs autorité et leurs droits en contrôlant les transactions d'électricité transfrontalières pour minimiser des risques régulateurs pour les investisseurs de l'énergie et les consommateurs d'électricité;
- Promouvoir des transactions d'électricité efficaces et viables transfrontalières qui sont justes à la vente et à l'achat des entités, sont conforme au moins-cher secteur de développement et aider à garantir la sécurité de la provision; et
- Promouvoir la transparence, l'homogénéité et la prévisibilité de la décision faite régulièrement.

Les indications régulatrices représentent une première étape concrète vers l'harmonisation de systèmes régulateurs nationaux pour encourager de grandes transactions transfrontalières en garantissant que les arrangements régulateurs dans la région sont compatibles.

Les indications régulatrices s'appliqueront seulement aux transactions à long terme. Toutefois, il est prévu que la revue régulière de petites transactions (par exemple, ceux qui ont moins que 20 mégawatts (MW) de courant et ont des accords qui pouvoient au commerce pour moins qu'un an) soit plus caréné et moins vaste que prévu dans les indications. Le raisonnement pour fixer aux large et durable transaction que telles transactions vont en toute probabilité avoir un impact plus direct sur les décisions d'investir dans la nouvelle génération et les facilités de transmission.

De même, compte tenu de leurs transactions majeures à long-terme, les indications de RERA ne s'appliquent pas au commerce sur le DAM DE SAPP.

Ils sont aussi écrits sous forme de principes des règles et des procédures qui pourraient être adoptées pour réexaminassions majeurs, long-terme des importations et des exportations d'électricité. Toutefois, comme un document de RERA, ils n'ont pas un statut légal formel sur les décisions de régulateurs nationaux individuels. Pour donner effet légal aux règlements, les régulateurs nationaux auront besoin d'exécuter les indications dans leurs pays respectifs.

5.0 Évaluation du Commerce d'Énergie

Un élément clé dans l'opération de Pool d'énergie de SADC est l'arrangement d'évaluation de SAPP, exposer dans treize plans détaillés dans l'accord opérant. Les plans couvrent quatre types larges de transaction: les contrats de courant fermes de durée variable; les contrats de courant non-ferme de durée variable; le soutien mutuel contracte comme la réserve, l'énergie d'urgence et le contrôle des services de secteur; et l'énergie d'interruption de courant planifiée, l'énergie qui endigue et pousse.

Avec le soutien de Suède, SAPP a développé les Services Subordonnés et Système d'Évaluation de Transmission dont l'implémentation sera progressive sur une période de 3 ans qui commence en 2011. Les services subordonnés sont essentiels à la fiabilité et à la sécurité d'opération de système de courant dans l'électricité compétitive environnement du marché.

6.0 Problèmes Emergents

Il y a des mouvements dans quelques pays, notamment l'Afrique du Sud, pour établir les Opérateurs de Système Indépendants (ISOS), séparé des utilités nationales. Dans la plupart des cas, l'utilité nationale est le générateur de l'électricité et d'émetteur et le distributeur de cela. L'Afrique du Sud a dit que l'acquisition d'électricité dans l'avenir sera faite par une entité indépendante et neutre. Ceci est une étape importante pour niveler le terrain en question pour les producteurs privés de l'électricité parce qu'Eskom "le seul acheteur" la position a jusqu'à maintenant a été une force de dissuasion majeure au nouvel investissement dans le marché de génération.

Les négociations interminables pour l'accord de l'achat du courant (PPAs) a sérieusement affecté aussi la prompte implémentation de certains projets importants, affectant ainsi du commerce de l'électricité dans la région.

Pour concilier les projets ou les intérêts régionaux contre nationaux est un défi comme quelques pays placent plus d'accent sur les politiques d'autosuffisance au lieu de mettre en commun régional.

7.0 Conclusions et Recommandations

7.1 Conclusions

Le commerce de l'énergie dans la région de SADC vient de loin depuis les premiers jours de coopération régionale dans le secteur d'électricité. En Plus il y a beaucoup à faire pour améliorer le régulateur et légal environnement.

Par ailleurs, le besoin pour une approche cohérente à l'accès de transmission devient apparent comme plus d'IPPs exprime l'intérêt d'investir dans la région.

7.2 Recommandations

- On a besoin d'avoir des revues périodiques de compatibilité régulatrice comme le SAPP évolue.
- Le Niveau-national des lois régulatrices devraient être soigneusement esquissées pour que les juridictions d'agence soient convenablement définies, dirigé et restreint pour éviter des obstacles régulateurs compromis.
- Le rôle monopolistique et anti-commercialisation de la plupart des utilités nationales aura besoin d'être réexaminé si le marché d'échange du courant de SADC est de livrer de la sécurité d'énergie à la région. r

Ce dossier politique est publié par le Centre de Recherche et de Documentation de l'Afrique Australe (SARDC) avec le soutien du Ministère des Affaires Étrangères de la Norvège par l'entremise de l'Ambassade à Maputo, Mozambique, comme partie du projet "Communication sur l'Énergie en Afrique Australe." Le dossier politique et les informations relatives sur l'énergie sont disponibles dans la Bibliothèque Virtuelle pour l'Afrique Australe à www.sardc.net Connaissance pour le Développement.

L'Afrique émerge de la crise financière globale

L'AUGMENTATION DE l'investissement infrastructurelle et de la productivité agricole, et une demande croissante pour les exportations africain aidera l'économie du continent d'élargir par 5 pourcent en 2011 et 5,1 pourcent en 2012.

Les exportations en baisse et prix des matières premières faibles ont ralenti la croissance

du continent à 2,3 pourcent en 2009, mais l'amélioration du commerce global a rendu capable pour l'Afrique de rebondir à 4,7 pourcent en 2010, selon le rapport récent de *Nations Unies Mondial de la Situation et des Perspectives* lancé en Ethiopie.

Toutefois, l'ONU a dit que la croissance du continent

générale a "masqué" des disparités substantielles dans les exécutions économiques par les pays africains.

Quelques pays ont exécuté mieux que d'autres en raison des divers facteurs comme le manque d'environnement favorable pour l'investissement et comme l'instabilité politique. r

La Chine pour doubler l'investissement en Zambie en 2011

L'INVESTISSEMENT CHINOIS en Zambie est prévu à plus que doublé à 2.4 milliard US\$ en 2011, motivé principalement par les investissements en exploitation minière et en production, le Ministre de Commerce Zambien a dit.

"D'ici la fin de cette année, l'investissement chinois en Zambie devrait pouvoir atteindre 2.4 milliard US\$," Felix Mutati a dit dans une déclaration.

L'investissement égalerait à peu près 20 pourcent d'économie de Zambie. L'investissement direct chinois en Zambie a dépassé 1 milliard US\$ en 2010 et a créé plus de 15.000 emplois, le vice-président de la Zambie a dit l'année dernière. r

L'économie angolaise projette une croissance de 7,5 pourcent

L'ANGOLA A taillé ses 2011 perspectives de croissance économique en prévoyant un surplus de budget pour la fin de l'année au mois de Mars, le Ministre Délégué Carlos Feijo a dit.

"Le produit brut intérieur croitra 7,5 pourcent en 2011," Feijo a dit aux journalistes à Luanda. "Nous aurons un surplus de budget de 3,5 pourcent de PBI."

Le budget du gouvernement de 43 milliard US\$ annoncé l'an dernier a prêté que l'économie de pétrole-dominé croitra 7,6 pourcent cette année. La Banque Mondiale au début de cette année provisionne une croissance de 6,7 pourcent.

Le gouvernement veut abaisser le taux d'inflation à 12 pourcent du taux de Décembre de 15,3 pourcent, Feijo a dit.

Le ministre a dit que sous-Sahara Afrique deuxième grande production de pétrole brut arrêterait des projets de lancer une bourse, en remboursant les 2.6 milliard US\$ restant d'un estimé de 6.2 milliard US\$ dans l'arriéré dû aux entreprises de construction avant le 31 Mars.

La dette totale étrangère se tient à environ 30 milliard US\$,

il a dit. L'Angola veut rétablir aussi des projets de lancer un fonds de richesse de souverain pour investir son revenu de pétrole. Le pays pompe à peu près 1,9 million barils par jour, et a surpassé le Nigéria l'an dernier comme le plus grand producteur de pétrole sur le continent. *Business Week* r

La Tanzanie introduit nouveau billet de banque

LA BANQUE de la Tanzanie a distribué une nouvelle collection de billets de banque dans une offre pour adresser l'avancement technologique qui a vu des gens sans scrupules qui produisent des faux billets.

La famille de billets de banque qui incluent le Sh2000, Sh5000 et le Sh10000 notes a été

introduite au mois de Janvier. La banque a dit que les vieilles notes continueront à circuler comme ils sont toujours la monnaie légale jusqu'à la plus ample notification.

Le gouverneur de la Banque Centrale Benno Ndulu a dit : "Il y a eu un changement fantastique dans la technologie qui a causé les contrefaits incidents, donc nous avons décidé de produire des billets de banque avec les meilleures caractéristiques de sécurité pour faire nos billets de banque plus authentique."

Les nouvelles notes sont aussi significatives pour rencontrer la demande dans les billets de banque causés par les développements économiques. L'introduction de nouvelles notes est la septième fois qu'une telle mesure a été prise dans le pays.

Les nouvelles notes ont des caractéristiques notables qui incluent des portraits des pères fondateurs des nations -- Mwalimu Julius Nyerere et cheik Abeid Karume. *The Citizen* r

2011 perspective économique paraît bonne pour l'Afrique du Sud

LE CLASSEMENT économique de perspective de l'Afrique du Sud a été révisé du négatif à l'écurie, un mouvement qui a été accueilli par le Trésor public National.

L'agence de classement, les Classements de Fitch, a annoncé au mois de Janvier sa perspective révisée, affirmant l'émetteur de devise étrangère de l'Afrique du Sud à long terme classements par défaut à BBB +.

"Fitch a indiqué que la perspective révisée reflète l'ajustement sans à-coups de la crise globale de l'Afrique du Sud, et la confiance des principes de base de crédit, qui sont dans la ligne avec ou mieux que les pairs de classement de l'Afrique du Sud," le Trésorier a dit.

"Le Trésor Public National accueille les annonces, notamment dans le climat économique actuel avec les risques fiscaux montants ailleurs."

La perspective de l'agence de classement reflète la confiance dans la position de crédit de l'Afrique du Sud de même que les directions de politique futures. *BuaNews* r

Le Malawi établit de nouveau compagnie de pétrole

LE MALAWI a établi une Compagnie Pétrolière Nationale dans un mouvement visé à adresser le manque de carburant perpétuel dans le pays.

"Nous avons enregistré une compagnie pétrolière possédée par le gouvernement" le ministre de l'Energie et de l'exploitation minière Grain Malunga a dit aux journalistes, en ajoutant que, "La Compagnie Pétrolière Nationale de Malawi adressera tout déficit du pétrole et des produit pétrolière que nous avons éprouvés dernièrement."

Il a dit que la nouvelle entreprise regarderait des façons d'établir des réserves de carburant stratégiquement. L'entreprise est compté aussi de construire les stocks de carburant et construisant des réservoirs de stockage dans Nsanje, Blantyre, Lilongwe et Mzuzu.

L'enregistrement de la compagnie pétrolière possédée par le gouvernement suit à l'échec par un consortium de secteur privé pour satisfaire les besoins de carburant de Malawi. *Nyasa Times* r

La croissance des relations Chine-Afrique

LE REPRÉSENTANT de l'équipe des spécialistes a dit que la Chine et l'Afrique devraient continuer travailler ensemble à réformer et reconstruire des affaires mondiales, qui sont d'ordinaire prévenus vers quelques-uns pays choisis au détriment de la majorité.

Le Président des Instituts de Shanghai pour les Etudes Internationales (SIIS), reconnu comme un des dix premiers équipes des spécialistes mondial, Professeur Yang Jiemian, a dit pendant une visite récente en Afrique Australe que quelques nations puissantes continuent à dominer le monde et instituent les règles pour d'autres à suivre.

Il a dit que le défi pour la Chine et l'Afrique est d'adresser ce vieux système d'ordre et garantir que tous les pays sont égaux sous le droit international.

Les relations de Sino-Africaines, il a dit, sont mieux placées pour mener cette campagne et devient un modèle pour les autres partenariats pour imiter parce qu'ils sont fondés sur la confiance et le respect mutuel.

"J'ai peur que de nos jours les gens sont préoccupés par les biens et pas les pensées," Professeur Yang a dit. "Comme l'équipe des spécialistes Chinois et Africain nous devrions alerter l'attention pour les pensées et la réforme et transformons le système international pour être plus égal et juste."

Il a dit que pour les 400 ans passés "l'ouest a dominé le monde et influence les idéaux pour d'autres à suivre."

Le Prof. Yang adressait un séminaire au Zimbabwe. Son institut est localisé au Shanghai, le centre commercial de la Chine, qui émerge rapidement comme un centre de finance globale et de logistique internationale.

L'ancien ambassadeur du Zimbabwe en Chine, Christopher Mutsvangwa a dit l'apparition de la Chine comme une superpuissance a créé une



Professeur Yang Jiemian

occasion pour le Zimbabwe et le reste d'Afrique pour participer dans les affaires mondiales, ajoutant que les pays devraient être permis de chacun relater autre sur une fondation égale.

"Avec l'apparition de Chine comme un partenaire, Afrique est maintenant capable d'entrer dans les accords mutuels avec les autres pays ou les continents où les relations sont fondées sur les termes égaux," il a dit.

Pour renforcer les relations Chine-Afrique, le Prof. Yang a dit que ceci pourrait être atteint en remodelant la coopération pour inclure des projets régionaux au lieu des projets de pays seulement bilatéraux. Toutefois, ce changement de politique devrait être fait peu à peu pour garantir qu'il a du succès.

Il a dit pour maintenant la Chine semble être contente de négocier les affaires avec des pays individuels au lieu des communautés économiques régionales principalement parce que ceci a été au cœur de son expérience passée.

"Un des défis majeurs pour la Chine définisse une politique plus flexible pour Afrique," il a dit. "Il ne fait aucun doute toutefois que la Chine et Afrique devraient augmenter leur coopération bilatérale pour plus converger sur la région."

Il a dit qu'une approche régionale promouvrait



l'intégration en Afrique et les relations poussées et échange parmi les pays membre, ajoutant que les gens maintenant "doivent écrire, doivent parler et doivent présenter des solutions possibles à ces défis."

Le Secrétaire Permanent du Ministère d'Intégration Régionale et la Coopération Internationale, au Zimbabwe, T.T. Chifamba a dit que cette direction de politique ajusterait bien avec les priorités d'Afrique qui sont adaptés vers l'intégration régionale et continentale.

Il a dit pendant que le changement pourrait poser quelques défis puisque les pays individuels sont aux niveaux différents de développement, Chine et Afrique peuvent adopter une stratégie qui identifie les projets de priorité dans les pays et les changer en plus grand projets régionaux.

Il a cité le chemin de fer de TAZARA qui a été construit par la Chine dans les années 70 comme un bon exemple d'intégration régionale. Le chemin de fer a été construit pour porter des denrées



Tazara a été construit dans les années 1970

zambiennes au port tanzanien de Dar es Salaam après que Zambie a fermé sa frontière avec Rhodésie du sud avant l'indépendance de Zimbabwe.

Ceci était une bouée de sauvetage essentielle, incorporé le temps record de sous trois ans et subventionné par les petits emprunts, à la fois quand les agences de développement du nord ont refusé d'engager dans cette initiative.

"L'Afrique reconnaît les efforts de la Chine pour développer le continent," Chifamba a dit, ajoutant que beaucoup pourrait être fait pour promouvoir des projets régionaux, notamment ceux localisés dans le Couloir de Nord-Sud entre Durban et Dar es Salaam, une initiative de trois communautés régionales, COMESA, EAC et SADC.

Il a dit le récent Accès du Marché Préférentiel accordé à quelques pays africains par Chine devrait être élargi pour inclure d'autres pays pour promouvoir le développement et garantir que les pays moins développés avancent rapidement pour augmenter leurs économies.

La Chine et l'Afrique partagent des relations cordiales qui remontent à la période coloniale ultérieure quand la Chine a soutenu des pays africains dans leur poursuite pour l'indépendance et la libération nationale.

Pour faire face aux défis de la globalisation économique les deux ont établi le Forum sur la Coopération d'Afrique de Chine (FOCAC) en 2000 pour tracer le cours d'action pour le développement de Chine et d'Afrique. Le Projet d'Action de FOCAC actuellement de trois-ans est de 2010-2012.

Le Président de SIIS et sa délégation de cinq-membre ont visité les partenaires des instituts de recherche et les universités au Kenya, en Namibie et au Zimbabwe au mois de Janvier 2011. sardc.net

L'Afrique du Sud veut pousser le programme Africain au Conseil de Sécurité

L'AFRIQUE DU Sud a dit qu'il veut utiliser sa position comme un membre non permanent des Nations Unies Conseil de Sécurité pour soumettre et faire avancer le programme africain sur la paix et la stabilité au continent.

Pour atteindre ceci, l'Afrique du Sud a dit qu'il travaillera de près avec les collègues membres Africains du Conseil de Sécurité – Gabon et Nigéria – pour avancer le programme de développement du continent et cherchera le meilleur maniement de défis d'Afrique par le corps mondial.

Le Ministre des Relations Internationales et à la Coopération Mr. Maite Nkoana-Mashabane a dit que le pays visera à renforcer sa coopération avec le Nigéria et le Gabon pour coordonner leurs efforts relatif au continent plus efficacement.

“L'Afrique du Sud et le Nigéria vont, en même temps, être des membres de l'Union de Paix Africaine et le Conseil de Sécurité, présentant une occasion unique d'amener le



plus grand alignement au travail de ces deux corps relatif au conflit dans notre continent,” elle a ajouté.

L'Afrique du Sud a commencé son deuxième terme comme un membre non permanent du Conseil de Sécurité d'ONU pour la période 2011/2012 au 1^{er} Janvier. Le premier terme était dans la période 2007-08.

Il servira auprès des membres permanents – Chine, France, la Fédération Russe, le Royaume-Uni et les Etats-Unis – et les autres membres élus – Bosnie et Herzégovine, Brésil, Colombie, Gabon, Allemagne, l'Inde, Liban, Nigéria et Portugal.

En ligne avec ses priorités de politique étrangères,

l'Afrique du Sud présidera le 1540 Comité qui traite des armes de destruction massive et le Groupe de Fonctionnement sur Empêchement de Conflit en Afrique.

Elle servira comme vice-président du comité des sanctions du Côte d'Ivoire et de Libéria.

Nkoana-Mashabane a noté que la configuration de pouvoir du Conseil de Sécurité n'était pas en faveur des membres non permanents et de qui les intérêts nationaux annulent quelquefois des engagements internationaux.

La tenue de l'Afrique du Sud dans 2011-12 “sera dirigé par son engagement à fortifier le système multilatéral et son soutien pour une approche multilatérale plus large aux questions de paix et la sécurité internationale.”

Nkoana-Mashabane a dit que l'adhésion de l'Afrique du sud dans le Conseil de Sécurité lui permettra de travailler à devenir un représentant dans le Conseil de Sécurité légitime et plus efficace.

Les pays Africains poussent pour la réforme des system de Nations Unies, y compris la réservation d'au moins un siège permanent pour le continent.

Ils veulent aussi une revue du pouvoir de veto des cinq municipaux membres permanents, qui sont souvent vus comme un obstacle à un système d'ONU démocratique.

En maniant leur pouvoir de veto, n'importe lequel des membres permanents du Conseil de Sécurité peut empêcher l'adoption de n'importe quelle résolution en préparation non voulu.

Même la simple menace d'un veto peut mener changements dans le texte d'une résolution, ou il est entièrement retenu (le soi-disant veto de poche).

Comme une conséquence, le pouvoir de veto empêche souvent le conseil d'agir pour adresser des problèmes internationaux urgents, et donne grande influence dans l'institution d'ONU comme un ensemble aux membres permanents. r

La paix est critique à l'intégration africaine plus profonde

L'AFRIQUE POURRAIT atteindre l'intégration et le développement plus profonds si les Etats Membre peuvent fortifier leurs efforts à promouvoir la paix et la sécurité dans le continent.

Les dirigeants africains ont dit ceci au Sommet récent de l'Union Africaine (AU) qui a été tenu sous le thème “Vers la plus grande unité et la plus grande intégration par les valeurs partagées.”

Dans un communiqué relâché après le sommet, les dirigeants ont souligné la paix et la sécurité comme les obstacles majeurs pour atteindre la prospérité socio-économique dans le continent.

Ils ont exhorté les Etats Membre notamment ces impliqués dans les conflits pour adresser leurs défis comme une question d'urgence.

Côte d'Ivoire, Egypte, Madagascar, Somalie et Tunisie sont certains des pays qui éprouvent l'instabilité en raison des diverses raisons, y compris une nouvelle avalanche de coups d'état militaires et d'élections disputées.

Sur la situation en Côte d'Ivoire, les dirigeants établissent un groupe de pays tiré des cinq régions du continent qui comprend Burkina Faso, Tchad, Mauritanie, Afrique du Sud et la République Unie de Tanzanie. Le groupe sera aidé par l'OUA et de la

CDEAO (Communauté de Développement des Etats de l'Afrique de l'Ouest).

En ce qui concerne la Somalie qui est maintenant dans une période transitoire, le sommet a exhorté tous les parieurs pour élargir et consolider le processus de réconciliation et garantissent que toutes les tâches transitoires remarquables comme le processus constitution-faisant sont complétées.

Sur la Tunisie, les dirigeants africains ont dit tous les partis “doivent travailler ensemble, dans l'unité, la paix, l'accord et le respect de légalité, vers une transition paisible et démocratique.”

Avec respect au Madagascar, le sommet a renouvelé son

soutien à SADC pour agir en médiateur dans les discours pour garantir un retour consensuel à la légalité constitutionnel dans le pays.

Les dirigeants africains ont accueilli aussi le progrès a fait dans l'implémentation de la Déclaration de Tripoli sur l'Elimination de Conflits et la Promotion de Paix Viable en Afrique de même que le Projet de Tripoli d'Action a adopté en 2009.

Toutefois, il y a le besoin pour les efforts continués et intensifiés vers l'accomplissement des objectifs a exposés dans les deux documents, lesquels objectifs visent à promouvoir la paix dans le continent. r

Les promesses de Femmes d'ONU pour promouvoir l'égalité de sexe

LE 1^{ER} Janvier a marqué un accomplissement historique vers l'égalité de sexe quand le corps des Nations Unies récemment créé, les Femmes d'ONU, a commencé officiellement ses opérations.

Formellement connu comme l'Entité d'ONU pour l'Egalité de Sexe et l'Autonomisation de Femmes, les Femmes de l'ONU ont émergé d'un accord par les Etats Membre d'ONU, soutenus par le fort plaidoyer du mouvement des femmes global, qui doit être plus fait pour accélérer des occasions pour les femmes pour réclamer des droits égaux et la représentation.

Cette nouvelle organisation ambitieuse consolide et augmente proportionnellement les actions d'ONU pour atteindre l'égalité de sexe, offrant la promesse d'avancer la réalisation des droits de femmes dans le monde entier.

“Les Femmes d'ONU hausseront de manière significative les efforts d'ONU pour promouvoir l'égalité de sexe, abolir la discrimination d'occasion et matériel autour du globe,” le Secrétaire-Général Ban Ki-moon a dit à la cérémonie de lancement.

Le premier Administrateur dirigeant de Femmes d'ONU, Michelle Bachelet, l'ancien Président de Chili, a dit, “Nous avons une occasion historique d'accélérer l'accomplissement de quels champions d'égalité de sexe a travaillé pendant des années... Ceci est un temps de grande promesse.”

Les Femmes d'ONU ont été créées par une résolution d'Assemblée Générale d'ONU au mois de Juillet 2010, devenir entièrement opérationnel le 1^{er} Janvier 2011. Il fusionne et construit sur quatre parties du système d'ONU:

- La Division pour l'Avancement de Femmes;
- La Recherche Internationale et l'Institut de Formation pour l'Avancement de Femmes;



Michelle Bachelet



Asha-Rose Migiro



Anna Tibajuka

- Le Bureau du Conseiller Spécial sur les Problèmes de Parité des Sexes et Avancement des Femmes; et
- Nations Unies Fonds de Développement pour les Femmes (UNIFEM).

Comme un champion global pour les droits des femmes, les Femmes d'ONU travailleront avec les Etats Membre pour consentir sur les normes internationales pour l'égalité de sexe, et aider les pays pour exécuter les normes.

Il aidera les autres agences d'ONU occupées avec une gamme large de problèmes de développement pour intégrer les priorités d'égalité de sexe dans leurs activités. Les Femmes d'ONU travailleront aussi de près avec les partenaires de

société civils dans l'exécution de ses programmes.

L'égalité de sexe est un droit de l'homme fondamental et a des énormes ramifications socio-économiques. Autonomiser les femmes devraient alimenter des économies prospérées, incitant la productivité et la croissance.

Beaucoup de pays australs ont fait le progrès significatif dans l'avancement de la position des femmes, mais la discrimination de la parité des sexes reste profondément retranschée dans chaque société.

Pendant que les pas significatifs ont été faits par l'Afrique australe vers atteindre la cible de 50 pourcent pour la représentation de femmes dans la politique et la prise de décision

Le Protocole de SADC sur la Parité des Sexes et le Développement

LE PROTOCOLE a été signé par les chefs d'Etats et de Gouvernement de la SADC au mois d'Août 2008. Ses objectifs sont à:

- Pourvoir à l'autonomisation des femmes, éliminer la discrimination et atteindre l'égalité de sexe et l'équité par le développement et l'implémentation de la parité des sexes législation sensible, les politiques, les programmes et les projets;
- Harmoniser l'implémentation de divers instruments auxquels les membres ont souscrit aux niveaux régionaux, conti-

nentaux et internationaux sur l'égalité de sexe et à l'équité;

- Adresser les problèmes imminent de la parité des sexes et les inquiétudes;
- Régler les cibles réalistes et mesurables, les calendriers et les indicateurs pour atteindre l'égalité de sexe;
- Fortifier, contrôler et évaluer le progrès fait par les Etats Membre pour atteindre l'objectif et la série de cibles dans ce Protocole; et
- Approfondir l'intégration régionale, le développement durable et la construction communautaire. r

à tous les niveaux par 2015, beaucoup à faire pour atteindre la cible.

Avec un seul mandat d'élections qui reste avant 2015, la plupart de pays de SADC qui ont tenu des élections en 2009 et 2010 glissé de retour sur l'égalité de représentation, montrant que cette cible sera un défi.

Par exemple, la représentation de parité des sexes dans le parlement Namibien diminué d'à peu près 31 pourcent à la dissolution de parlement à 22,2 pourcent suivant les 2009 élections avec la représentation ministérielle à 22,7 pourcent.

Au Botswana, le nombre des femmes dans le parlement est tombé à 6,5 pourcent dans 2009, le plus bas dans la région, d'à peu près 18 pourcent il y a cinq ans.

Après les élections dans l'Ile Maurice en 2010, il y avait une augmentation marginale de femmes dans le parlement à 12 pourcent de neuf pourcent en 2005. Seulement la Mozambique a enregistré une augmentation à 39,2 pourcent dans les élections d'Octobre 2009 de 32,8 pourcent il y a cinq ans.

Le Sommet récent de SADC a appelé les Etats Membre pour ratifier et exécuter le Protocole sur la Parité des Sexes et le Développement, qui fait les 50 pourcent une cible de validité légale.

Le Protocole vise à garantir que les femmes prennent un rôle actif dans le développement national en occupant la moitié des positions de prise de décision dans toutes les structures de société.

Cinq pays ont ratifié le Protocole, la moitié du nombre exigé pour lui entrer en vigueur. L'Angola, la Mozambique, la Namibie, la Tanzanie et le Zimbabwe ont déposé les instruments de ratification avec le Secrétariat de SADC, pendant que Lesotho, Seychelles et Afrique du Sud ont complété presque le processus. r



Le calendrier plein d'élection pour la SADC en 2011

par Joseph Ngwawi

LA RÉGION de SADC prévoit un calendrier plein d'élection en 2011, avec au moins six sondages planifié à avoir lieu cette année.

Les élections parlementaires à Madagascar auront lieu le 16 Mars, suivi par les élections présidentielles a réglé pour 4 Mai.

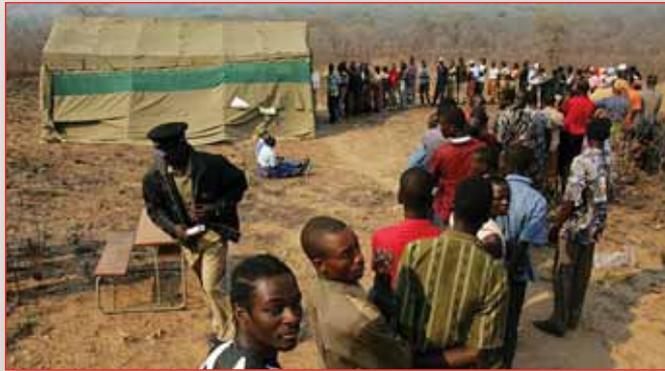
Madagascar utilise un système parlementaire bicaméral qui comprend un Assemblée National de 127 membres dont les membres sont élus pour un terme de quatre-an dans des circonscriptions électorale d'un membre et deux membres, et un Sénat qui a 90 membres.

Il y a cependant l'incertitude de tenir les sondages parlementaires parmi les rapports non confirmés que les élections pourraient être reportées à une date ultérieure pour permettre plus de temps de préparations.

Selon le journal L'Express de Madagascar, les divers partis politiques ont acceptés au mois de Janvier de reporter le sondage après avoir rencontré le Premier Ministre de l'île, Camille Vital.

La découverte d'écarts sur les listes électorales pendant un référendum constitutionnel au mois de Novembre 2010 était une des raisons données pour cette remise.

Une autre considération était la saison pluvieuse à la mi-Avril qui fait beaucoup de routes infranchissables et laisse



Les gens font la queue pour voter dans les deniers élections en Zambie.

beaucoup des quartiers isolés du reste de l'île.

Les élections municipales prévues le 20 Décembre 2010 ont été aussi reportées pour "la raison d'organisation" à aucune nouvelle date fixe. Si les élections présidentielle du 4 Mai seront affectées n'est pas encore claire.

L'ancien maire du capital Antananarivo, Andry Rajoelina, a enlevé le président Marc Ravalomanana dans un coup d'état militaire au mois de Mars 2009 et s'est juré comme le président transitoire.

SADC et l'Union Africaine a refusé de reconnaître Rajoelina comme le président. Bien qu'il ait promis de ne pas participer dans les prochaines élections présidentielles, les analystes disent que le succès du référendum constitutionnel de l'année dernière pourra encourager l'ancien disquero-jockey de 36 ans pour contester dans les élections.

Rajoelina avec succès a mené une campagne sur la rectification constitutionnelle qui abaisse l'âge minimum des candidats présidentiels de 40 à 35.

Les élections législatives dans La République Démocratique du Congo sont dues au mois de Novembre quand le mandat du Président Joseph Kabila expire.

La Commission Electorale Indépendante (CEI) a annoncé

que "le premier tour des élections présidentielle et parlementaires nationales" aura lieu le 27 Novembre 2011.

Le secrétaire de CEI, Dieudonne Mirimo Mulongo a dit au cas où aucun candidat présidentiel gagne plus de 50 pourcent des voix dans le premier tour, un second tour serait tenu le 26 Février 2012, en même temps comme les élections d'assemblée provinciales dans les 11 provinces du vaste pays de l'Afrique centrale.

Le président sera fait prêter le serment le 10 Janvier 2012 si élu dans la première reprise et le 4 Avril 2012 s'il y a un second tour.

Les Zambiens doivent voter cette année pour élire le président, les députés et les conseillers locaux. Aucune date n'a été réglée mais les élections précédentes ont été tenues au mois de Décembre.

Le concours présidentiel est compté être une course bilatérale entre le Président Rupiah Banda en fonction du Mouvement pour la Démocratie Multiparti et Michael Sata du Front Patriotique.

Les élections présidentiels sont aussi prévues dans la deuxième moitié de 2011 à Seychelles, suivi par les élections pour les membres de l'Assemblée Nationale au début de l'année prochaine.

Le Président James Michel qui représente le Front Progressif Populaire de Seychelles a gagné les dernières élections présidentielles tenues au mois de Juillet 2006. Le président est élu par voie populaire pour servir un terme de cinq-an.

Les Zimbabwéens sont comptés aller aux sondages dans la deuxième moitié de l'an pour élire leur président, les députés et les conseillers locaux.

La date pour les élections harmonisé dépendra sur l'achèvement d'un exercice pour esquisser une nouvelle Constitution pour remplacer la 1979 charte de pré-indépendance a consenti à la Maison de Lancaster à Londres.

La Commission D'Enquête Parlementaire sur la Constitution (COPAC) a insinué qu'un référendum pour voter sur la nouvelle Constitution pourrait être tenu au mois de Juin ou avant, pour préparer le chemin à des élections pour le mois de Septembre avant la saison pluvieuse.

L'Afrique du Sud tiendra des élections municipales entre Mars et Juin 2011 pour tous les quartiers et les municipalités locales dans les neuf provinces du pays. Les élections municipales sont tenues chaque cinq an.

Cette élection sera la troisième depuis Décembre 2000 quand les gouvernements municipaux ont été réorganisés sur une base non raciale en suite à démanteler l'apartheid.

Comme tradition, SADC est compté déployer des équipes d'observateurs à chacun des pays qui tiennent des élections pour garantir les comptages des voix sont conforme aux provisions des Principes et d'Indications Gouvernant une Election Démocratique de SADC. r



CALENDRIER DES ÉVÈNEMENTS 2011 Février – Avril

L'AFRIQUE AUSTRALE 

SADC Aujourd'hui Vol 13 No 2 Février 2011

SADC AUJOURD'HUI est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté de Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe
SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095, Gaborone, Botswana
Téléphone +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
Adel: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR
Munetsi Madakufamba

COMITE DE RÉDACTION
Kizito Sikuka, Joseph Ngwawi, Eglina Tauya, Leonissah Abwino-Munjoma, Neto Nengomasha, Phyllis Johnson, Agatha Njanike

CONSEILLER À LA RÉDACTION
Chef de l'Unité de Communications d'Entreprise, SADC
Leefa Penehupifo Martin

TRADUCTION
Thania Muco

SADC AUJOURD'HUI est soutenu par le Ministère Norvégien des Affaires Étrangères, en soutien au Groupe Thématique sur l'Énergie de la SADC des Partenaires Internationaux de Coopération, qui est présidé par la Norvège.

© SADC, SARDC, 2011

SADC AUJOURD'HUI accueille les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sardc.net Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPT & MISE EN PAGE
Tonely Ngwenya

PHOTOS & ILLUSTRATIONS
P1 SARDC; David Martin; bcn5.com; zmescience.com; travel.com; southafrica.co;
P3 SARDC; P4 informedfarmers.com; jugalbandi.info; SARDC;
P5 sunfccc.org; P6 filmworktaft.com; P11 newstimesafrica.com; SARDC;
P13 womankind.org.uk; asha-roseupi.com; worldpress.com; P14 SARDC; lusakatimes;
P16 yomzanzi.com; flickr.com; dailymail.co.uk; globalresearch.ca

Abonnez-vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)
15 Downie Avenue, Belgravia, Box 5690, Harare, Zimbabwe
Tél: +263 4 791 141/791 143 Fax +2634 791 271
Adel: sadctoday@sardc.net
www.sardc.net Connaissance pour le Développement

Remerciements aux compagnies aériennes suivantes pour leur assistance dans la distribution de SADC aujourd'hui:
Air Botswana, Linhas Aeres de Moçambique, Air Namibia, South African Airways, Air Mauritius, TAAG Angolan Airlines et Air Zimbabwe

SARDC
www.sardc.net
Knowledge for Development

Février 7-16, Le Zimbabwe	36^{ème} Réunion de SAPP Le Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP) est le centre de coordination pour 12 utilités d'électricité dans la région de SADC qui se réunit régulièrement pour réexaminer la situation de l'énergie dans la région.
11, Namibie	Les Ministres de Finance et d'Investissement de SADC Les ministres de finance discuteront une grande variété de problèmes visés à fortifier la finance et l'investissement dans la région de SADC.
12, Namibie	La Commission Ministérielle sur L'Intégration Economique Régionale de SADC La réunion de la Commission est comptée discuter le programme d'intégration économique de SADC y compris la Zone de Libre-Echange de SADC et l'Union Douanière, de même que le Grandiose FTA avec COMESA et EAC.
21-25, Kenya	UNEP Gouvernant le Forum d'Environnement Conseil Ministériel/Global L'UNEP Gouvernant le Forum d'Environnement Ministériel/Global est annuellement convoqué pour réexaminer les problèmes de politique de l'environnement existants et émergents visé à promouvoir la direction viable.
22 Février – 4 Mars, New York	55^{ème} Séance de la Commission sur le Statut des Femmes Le 55 ^{ème} CSW réexaminera l'implémentation de divers projets d'action des Parité des sexes comme la Déclaration de Pékin et Plateforme pour l'Action. L'accent sera sur le partage d'expériences et de bonnes pratiques, avec une vue à surmonter les obstacles restants et les nouveaux défis, y compris ceux liés au MDGs.
23-24, L'Afrique du Sud	La Future Conférence de Bas-Carbone Les parieurs se rassembleront pour discuter des façons de réduire les émissions de gaz à effet de serre, notamment dans les projets produisant l'énergie.
Le 27 Février – 4 Mars, Namibie	Le Conseil des Ministres de SADC Le Conseil des Ministres de SADC se réunit deux fois par an pour réexaminer les progrès dans l'implémentation de divers programmes sur le développement régional, l'intégration et le commerce parmi les Etats Membre.
Mars 28-31, L'Afrique du Sud	La Conférence d'Hydro-Électricité d'Afrique Mondiale Les experts d'énergie d'Afrique et au-delà se réunit pour explorer des façons d'augmenter l'admission de l'hydro-électricité. Hydro-électricité est considéré comme un de formes les plus fiables et propres d'énergie.
28 Mars - le 1 ^{er} Avril, Namibie	Les Ministres de Justice/Avocats- General de SADC Les ministres et AGs se réuniront pour considérer un rapport et une recommandation sur la revue du rôle du Tribunal de SADC, les fonctions et les termes de référence.
28 Mars - le 1 ^{er} Avril, Namibie	Les Ministres d'Emploi et de Travail de SADC Les ministres délibéreront sur les divers problèmes d'emploi et le travail y compris la promotion et la protection des droits des travailleurs.
21-22, Le Botswana	La Réunion de Groupe d'Énergie Thématique de SADC Les officiers du Secrétariat de SADC, les Partenaires Coopérants Internationaux, le Pool d'Énergie d'Afrique Australe (SAPP) et l'Association Régionale des Régulateurs en Électricité (RERA) participe à la réunion coordonnée thématique pour planifier le soutien pour le secteur d'énergie de SADC.
A confirmer, Afrique du Sud	2^{ème} Sommet Tripartite COMESA-EAC-SADC Les Chefs d'États et Gouvernements des trois communautés économiques régionales se réuniront pour leur deuxième sommet pour discuter des façons pour promouvoir l'intégration plus profonde parmi les Etats Membre. L'essentiel du sommet sera l'approbation possible d'un projet d'action pour lancer la Grandiose Zone de Libre-Échange qui entoure 26 pays dans l'Afrique de l'est et du sud par 2012.
1 ^{er} Avril, L'Afrique du Sud	IPP Afrique Mondiale IPP Afrique Mondiale cherche à trouver des solutions pour les producteurs d'énergie, les utilités, les investisseurs et les gouvernements sur comment augmenter la capacité d'énergie par Producteurs d'Énergie Indépendants.
A confirmer, Chine	Le Sommet des Chefs d'Etats de BRICS Ce sommet de cette année verra qu'Afrique du Sud joigne le groupe de BRICS des économies émergeant rapidement qui comprennent le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine.



99 ans

99

ANC célèbre l'anniversaire

LE CONGRÈS National Africain (ANC) a célébré 99 ans d'existence au mois de Janvier parmi l'appel d'un changement de la libération politique vers la transformation économique.

Un de plus vieux partis politiques de l'Afrique, l'ANC a été formé comme le Congrès Natal National Sud Africain (SANNC) le 8 Janvier 1912 à Bloemfontein pour faire la campagne pour les droits de la population noire Sud Africaine.

Son premier président était John Langalibalele Dube, un érudit a décrit une fois comme "un grand, si pas le plus grand, le noir de l'époque de missionnaire en Afrique du Sud."

L'organisation est devenue le ANC en 1923 et a formé une aile militaire, l'Umkhonto we Sizwe (le Javelot de la Nation) en 1961.

Ça a été le parti en fonction d'Afrique du Sud de poste-apartheid sur le niveau national depuis 1994. Il a gagné le soutien dans les 1999 élections, et a augmenté plus sa majorité en 2004, avec 69,7 pourcent des votes. En 2009 sa part du vote a réduit légèrement, mais il a resté le parti dominant avec 65,9 pourcent.

L'ANC est dans une alliance avec le Parti Communiste Sud Africain (SACP) et le Congrès des Syndicats Sud Africain (COSATU). Chaque partenaire d'alliance est une organisation indépendante avec sa propre constitution, son adhésion et ses programmes.

L'alliance est fondée sur un engagement commun aux objectifs de la Révolution Démocratique Nationale, qui a comme objectifs de créer une société dans laquelle les gens sont intellectuellement, socialement, économiquement et politiquement autorisés.

"Nos gens ont lutté sans penser à soi pour la liberté de l'oppression. Nous ne pouvons pas les échouer quand il s'agit de la lutte pour l'élimination de la pauvreté," le Président Jacob Zuma a dit pendant les célébrations pour marquer 99 ans de l'existence du parti.

"Nous devons faire le changement décisif à la transformation économique significative et amorçons un programme très intentionnel qui garantira que les avantages de notre libération politique sont partagés parmi tous nos gens."

Il a observé que l'émancipation politique sans la transformation économique était sans signification.

"Cela est pourquoi nous devons nous commettre à la liberté économique dans notre vie, et l'ANC doit continuer à être dans le premier rang de cette transformation," il a ajouté.



50 ans:



En Souvenir de Patrice Lumumba

CETTE ANNEE marque 50^{ème} anniversaire de l'assassinat brutal de Patrice Lumumba, le premier Premier Ministre de La République Démocratique du Congo.

Né au mois de Juillet 1925, Lumumba a joué un rôle instrumental vers l'indépendance du pays à partir de la Belgique.

RDC a gagné son indépendance au mois de Juin 1960 après les décennies de lutte armée contre le colonialisme et d'oppression. Malgré la résistance des colonisateurs, Lumumba a rêvé d'un RDC libre.

Aux célébrations du Jour de l'Indépendance, Lumumba a livré son discours célèbre après avoir été officiellement exclu du programme d'événement malgré être le nouveau dirigeant de RDC.

Le roi Baudouin de Belgique avait plus tôt loué le développement de RDC sous le colonialisme, ajoutant, "n'ayez pas peur de venir à nous. Nous resterons par votre côté... vous donnez les conseils."

Mais Lumumba a répondu en rappelant l'audience que l'indépendance de RDC n'a pas été gentiment accordée par la Belgique.

"Pour cette indépendance du Congo, même comme il est aujourd'hui célébré avec Belgique, un pays amical avec que nous traitons comme égale pour égale, aucun Congolais digne du nom jamais pourra oublier que c'était par la lutte qu'il a été gagné, un combat de tous les jours, un combat ardent et idéaliste, un combat dans lequel nous avons été épargnés ni privation ni souffrance, et pour lequel nous avons donné notre force et notre sang."

Lumumba a été déposé moins de trois mois dans le bureau qui a suivi un coup d'état sur son gouvernement soutenu par hors des forces. Plus tard il a été emprisonné et a été assassiné dans la circonstance qui suggère le soutien et la complicité de Belgique et les Etats-Unis, comme confirmé dans les éditions récentes par ces impliqués.

JOURS FÉRIÉS DANS LA SADC

Février – Avril 2011

1 ^{er} Février	Journée de l'Abolition d'Esclavage	Île Maurice
3 Février	Journée des Héros	Mozambique
3 Février	Festival du Printemps Chinois	Île Maurice
4 Février	Journée Nationale de la Lutte Armée	Angola
5 Février	Journée de Carnaval	Angola
12 Février	Maha Shivaratree	Île Maurice
3 Mars	Journée des Martyrs	Malawi
8 Mars	Journée Internationale des Femmes	Angola, Zambie
11 Mars	Journée Moshoeshoe	Lesotho
12 Mars	Journée Nationale	Île Maurice
	Journée de la Jeunesse	Zambie
21 Mars	Journée de l'Indépendance	Namibie
	Journée de Droits de l'Homme	Afrique du Sud
29 Mars	Journée des Martyrs	Madagascar
4 Avril	Journée de la Paix et de la Réconciliation	Angola
	Journée des Héros	Lesotho
7 Avril	Journée des Femmes	Mozambique
18 Avril	Journée de l'Indépendance	Zimbabwe
22 Avril	Vendredi Saint	Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Namibie, Seychelles, Afrique du Sud, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe
23 Avril	Samedi Saint	Zambie
25 Avril	Lundi dans l'octave de Pâques	Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Namibie, Seychelles, Afrique du Sud, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe
	Journée National du Drapeau	Swaziland
27 Avril	Journée de la Liberté	Afrique du Sud
30 Avril	Journée de la Jeunesse	RDC